

Résumé

De nouvelles formes d'exclusion apparaissent avec l'émergence de la ville post-fordiste, mettant en cause l'efficacité de politiques sociales par ailleurs sujettes à une inflexion néolibérale. Cet essoufflement des politiques de lutte contre l'exclusion, qui ne parviennent plus à devancer les attentes renouvelées de sociétés urbaines en mutation accélérée, constitue un terreau pour l'émergence de mouvements à visée solidaire portés par les citoyens, plus remontants et expérimentaux. Dès lors, ce travail s'organise autour des cinq thématiques suivantes, distribuées de manière à mettre en lumière ces évolutions : lutte contre l'exclusion socio-spatiale ; solidarités par types de quartiers ; formes de participation ; économie sociale et solidaire ; environnement. Ces cinq thématiques permettent de brosser un tableau cohérent du foisonnement actuel d'initiatives donnant à voir la diversité des régimes de solidarité, mais aussi celle des questions adressées à la construction des liens sociaux, des formes d'entraide, des types de cohésion recherchée, voire de nouvelles coopérations et de modèles d'égalité. De grands facteurs comme les formes de citoyenneté, les types d'économie ou encore le rôle joué par les enjeux environnementaux, tels qu'ils peuvent être dégagés de l'abondante littérature, permettent de comprendre l'émergence d'alternatives. Dès lors, le parti-pris de notre travail est de considérer qu'en dépit de leurs différences, ces cinq thématiques sont structurées par des problématiques communes qu'il s'agira de discuter aussi bien dans l'état de la littérature que dans l'état de l'art. En effet, si le premier objectif de ce travail collectif est d'analyser les principales formes que prennent aujourd'hui les pratiques solidaires dans les villes françaises, le second objectif est de mettre en lumière des exemples concrets d'initiatives urbaines. Ces cas d'étude, qui constituent l'état de l'art, visent à éclairer les processus analysés dans l'état de la littérature, mais aussi à « mettre de la chair » sur la solidarité, un mot qui selon Bauman en est trop fréquemment dépourvu.

Dans les quartiers centraux de la ville fragmentée se structurent ainsi une régulation de la solidarité encadrée par les institutions et les pouvoirs publics, mais aussi des initiatives organisées par les collectifs dans des logiques événementielles ou prenant la forme de luttes urbaines. Des formes de solidarités plus spontanées ou informelles voient également le jour, proposant souvent une régulation de l'espace privé mais aussi de l'espace public. Bien que les quartiers périurbains soient quant à eux souvent perçus comme le site d'un mode de vie individualiste, ils voient également émerger des formes spécifiques de solidarité influencées par la morphologie sociale et spatiale ; historiquement entre des résidents aux caractéristiques sociologiques proches, mais aussi au travers des ancrages familiaux de proximité concernant tous les segments de la population. Les ménages pauvres font quant à eux voir des formes de solidarité qui passent par le choix résidentiel lui-même. La vitalité du tissu associatif y reste toutefois un champ de recherche à développer pour une solidarité plus institutionnalisée.

Si les quartiers-types de la ville post-fordiste constituent ainsi le site de l'apparition de formes de solidarité spécifiques, la solidarité dans la ville contemporaine s'appuie également sur des enjeux sociaux émergents. L'environnement en constitue l'un des principaux. Bien que les actions visant à faire face aux enjeux environnementaux soient l'objet d'une institutionnalisation marquée, il existe en effet d'autres types de solidarité prenant appui sur cet enjeu. Les trames vertes et bleues sont ainsi des outils opérationnels vantés pour leur solidarité écologique, à l'épreuve d'une solidarité sociale et spatiale par leur mise en interrogation des constructions socio-culturelles de la nature en ville. Les jardins familiaux, du fait du statut presque privatif de l'usage des parcelles, se voient principalement appropriés par les classes moyennes et reposent sur une solidarité d'entraide ainsi qu'une conception de

l'environnement en tant qu'aménité. Ce retour à la terre s'observe plus généralement avec l'agriculture urbaine qui repose souvent sur une volonté de renouer avec une solidarité fonctionnelle entre ville et espaces agricoles.

La diversité des initiatives en matière d'économie sociale et solidaire (ESS), autre enjeu émergent dans la ville contemporaine, permet une montée en généralité sur ces dynamiques qui ont en commun de contribuer à réinventer le « faire société », par le biais d'une réaffirmation du niveau local. Initiatives territorialisées et territorialisantes, elles expriment un ré-encastrement politique et social des dynamiques économiques par des mises en résistance, qui nécessitent cependant une évolution des modes de pensée pour leur consolidation. L'instauration d'un nouveau régime de solidarité se pose avec l'ESS, dont la production de solidarités « démocratiques » peut également paradoxalement légitimer un renouveau du capitalisme.

La solidarité déployée par l'ESS s'inscrit dans un processus qui se construit et se déploie dans l'action collective, faisant de l'engagement une donnée clé, et pose la question des inégalités d'accès comme de l'*empowerment*. Si la ville redéfinit l'ESS, elle perpétue aussi quelques pesanteurs : la résurgence de liens territoriaux se heurte au tropisme français qui néglige les corps intermédiaires pour l'élaboration d'initiatives solidaires ; en raison de la segmentation qu'elle peut engendrer, un jeu ambigu émerge entre l'ESS et les pouvoirs publics voire les acteurs privés ; au final, sous l'effet de la crise et de la rétractation des services publics, l'ESS comme innovation sociale, pourrait bien institutionnaliser une « économie sociale précaire ».

Replacée dans cette évolution, la montée des pratiques participatives prend tout son sens et fait l'objet de deux lectures : d'une part, la mise en avant des limites politiques et épistémologiques des dispositifs officiels ; d'autre part, la participation comme un vecteur d'*empowerment* susceptible de déboucher sur des formes d'émancipation sociale et politique.

Les dispositifs participatifs locaux en France reposent principalement sur les conseils de quartier, avec comme objectif une approche relativement consensuelle fondée sur la reconstruction du lien social et l'inclusion des exclus. L'affiliation politique des plus marginalisés reste cependant très limitée, ce qui pose en creux la question de l'appropriation de l'espace public par certaines catégories sociales. Quant aux budgets participatifs, on compte peu d'exemples en France d'améliorations sociales fondamentales.

L'habitat participatif, relevant d'initiatives portées par des collectifs d'habitants, interroge peut-être davantage les manières de penser la production de la ville et renouvelle les registres de la participation citoyenne, par l'expérimentation d'autres modes d'habiter et de vivre ensemble. Pourtant, alors que la notion de partage constitue une valeur centrale à côté de la mixité, une assez grande homogénéité sociale est observée dans la plupart des projets. Ces derniers sont portés par la mobilisation d'un réseau associatif et militant qui ne cesse toutefois de s'accroître.

Analysés sous l'angle de la « ville solidaire », l'*empowerment* et le *community organizing* ouvrent finalement bien davantage sur un ensemble de dynamiques et de mobilisations urbaines et remontantes, émergentes ou en reconfiguration, porteuses de formes nouvelles de discours sur elles-mêmes, sur la société, et sur les conditions de sa transformation. Il s'agit dès lors de comprendre en quoi ces discours témoignent de nouvelles pensées de l'émancipation, de la mobilisation sociale et du rapport à la politique qui répondent à l'importation du terme en France.